

Dix-huit pays étaient en lice pour dix-huit postes à pourvoir. Le Bahreïn, le Cameroun et les Philippines ont été élus vendredi au Conseil des droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations unies lors d'un scrutin sans compétition, suscitant de vives critiques d'organisations de défense des droits humains.

Un tiers des sièges de cette instance de 47 membres basée à Genève étaient à pourvoir pour un mandat de trois ans (2019-2021). Une majorité de 97 voix sur les 193 pays composant les Nations unies était nécessaire pour être élu. Tous les pays de l'ONU sont habilités à postuler au Conseil des droits de l'homme. Vendredi, 18 candidats étaient en lice pour 18 postes à pourvoir.

Pour la première fois depuis la création en 2006 de ce Conseil afin de promouvoir et protéger les droits humains à travers le monde, chaque région concernée par les votes vendredi s'était au préalable accordée sur les candidats, supprimant toute compétition entre Etats. L'Erythrée et la Somalie également élus Outre Bahreïn (165 voix pour), le Cameroun (176 voix) et les Philippines (165 voix), l'Erythrée (160 voix), la Somalie (170 voix) et le Bangladesh (178 voix) ont été élus.

Pour plusieurs ONG d'Europe, des Etats-Unis et du Canada, ces six pays ne sont "pas qualifiés" pour siéger au Conseil des droits de l'homme en raison de leurs faibles résultats dans ce domaine.

"En favorisant des pays violant les droits de l'homme et en ne présentant qu'un nombre de candidats équivalent au nombre de sièges à pourvoir, les groupes régionaux risquent de saper la crédibilité et l'efficacité du Conseil", a dénoncé l'organisation Human Rights Watch.
"Hypocrisie"

Parmi les 18 sièges attribués, 5 l'ont été à l'Afrique (Burkina Faso, Cameroun, Erythrée, Somalie, Togo), 5 à l'Asie-Pacifique (Bahreïn, Bangladesh, Fidji, Inde, Philippines), 2 à l'Europe de l'Est (Bulgarie, République tchèque), 3 à l'Amérique latine-Caraïbes (Argentine, Bahamas, Uruguay), et 3 à l'Europe de l'Ouest et autres Etats (Autriche, Danemark, Italie).

Les Etats-Unis se sont retirés en juin du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution d'"hypocrisie", notamment à l'égard d'Israël. "Pendant trop longtemps, le Conseil des droits de l'homme a protégé les auteurs de violations des droits de l'homme et a été un cloaque de partis pris politiques", avait alors expliqué Washington.

AFP
